

PROCES-VERBAL
CONSEIL MUNICIPAL
DU 13 MARS 2023

L'an deux-mille-vingt-trois le treize mars à 18 heures, le Conseil municipal de Montpon-Ménestérol dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Rozenn ROUILLER, Maire.

Date de convocation du Conseil municipal : 6 mars 2023

Conseillers en exercice : 29/ Conseillers présents : 22/ Conseillers votants : 28 (6 pouvoirs) /

ETAIENT PRESENTS : Mme Rozenn ROUILLER, Maire, Mme Séverine GOULARD-MASSE, M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE, M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Anne GRENET, M. Anthony WILLIAMS, Mme Monique VERT, Adjoints, Mme Josette CABROL, MM. Georges HERLEMONT, Philippe VERDUN, Alain MICOINE, Laurent MARZAT, Jean-Paul BOURDIE, Mmes Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, Séverine MAILLARD, MM. Jean-Jacques MOZE, Fabrice GUIGNE, Mme Josiane DUHARD, MM. Jean-Luc ROUSSEAU, Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY.

VOTES PAR PROCURATION : M. Gérard HAERRIG à Mme Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, Mme Fatima BOUTERFAS à Mme Rozenn ROUILLER, M. Vincent LECONTE à Mme Josette CABROL, Mme Laurence LAGOUBIE à Mme Josiane DUHARD, M. Franck SALAT à M. Jean-Luc ROUSSEAU, Mme Céline BERNARD à M. Fabrice GUIGNE.

ETAIENT EXCUSES/ABSENTS : M. Gérard HAERRIG, Mme Fatima BOUTERFAS, M. Vincent LECONTE, Mme Laurence LAGOUBIE, MM. Bastien LEDOUX, Franck SALAT, Mme Céline BERNARD.

SECRETAIRE DE SEANCE : Mme Geneviève AUXERRE

ORDRE DU JOUR

- Annulation de la délibération n°95/2022 du 14 Novembre 2022 / Mise à disposition d'un agent par la Communauté de communes Isle Double Landais à la commune de Montpon-Ménestérol
- Mise à disposition d'un agent par la Communauté de communes Isle Double Landais à la commune de Montpon-Ménestérol
- Mise à disposition d'un agent par la commune de Montpon-Ménestérol à la Communauté de communes Isle Double Landais
- Convention relative à la disponibilité opérationnelle et à la disponibilité pour la formation d'un sapeur -pompier volontaire pendant son temps de travail effectif

- Création d'un poste dans le cadre du dispositif Parcours emploi compétences (PEC) – Projectionniste
- Création d'un poste dans le cadre du dispositif Parcours emploi compétences (PEC) – Agent des Espaces Verts
- Instauration des indemnités horaires pour travaux supplémentaires
- Convention de chantiers éducatifs avec l'Association de prévention « Le Chemin »
- Extinction partielle de l'éclairage public sur le territoire de la commune à partir du 30 septembre 2023.
- Approbation d'un projet de construction d'une couverture photovoltaïque – Projet de boulodrome
- Approbation du remplacement d'un foyer de l'éclairage public accidenté (n°1419) à la zone d'activités Bernard Moulinet
- Cinéma Le Lascaux – Actualisation des tarifs
- Travaux de rénovation d'un ancien commerce en école de Danse – Validation du plan de financement prévisionnel 2023 et demande de subvention auprès des financeurs potentiels
- Organisation des concerts / spectacles sur la zone de loisirs de Chandos 2023 – Validation du plan de financement prévisionnel 2023 et demande de subvention auprès des financeurs potentiels
- Projet d'aménagement « ZAC de l'Ormière » – Validation du plan de financement prévisionnel 2023 et demande de subvention auprès des financeurs potentiels
- Débat d'Orientations budgétaires 2023

Le quorum étant atteint, Madame la Maire ouvre la séance.

• **Approbation du procès-verbal du Conseil municipal du 6 février 2023**

Madame la Maire soumet à l'approbation de l'assemblée le compte-rendu du précédent Conseil municipal. Celui-ci est adopté.

• **Décisions prise par Madame la Maire dans le cadre des délégations consenties par le Conseil municipal**

Décision n°1/2023 – Vente d'un pédalo deux places – Budget Principal

Principales caractéristiques :

- Cession : un pédalo deux places
- Montant de la cession : 100.00 €

Décision n°2/2023 – Vente de quatre pédalos et deux pontons – Budget Principal

Principales caractéristiques :

- Cession : trois pédalos quatre places, un pédalo deux places et deux pontons
- Montant de la cession : 3 000.00 €

L'agent concerné par les deux délibérations suivantes quitte la salle.

28- Annulation de la délibération n°95/2022 du 14 Novembre 2022 / Mise à disposition d'un agent par la Communauté de communes Isle Double Landais à la commune de Montpon-Ménestérol

Rapporteur : M. Jean-Pierre DEYSSARD

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi N° 83-634 du 13 Juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi N° 84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale, notamment les articles 61 à 63,

Vu le décret N° 2008-580 du 18 Juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Considérant le départ en retraite de l'agent occupant les fonctions de Directrice Générale des Services,

Considérant la candidature d'un agent de la CCIDL pour occuper ces fonctions,

Il est proposé de mettre en place une convention de mise à disposition de cet agent par la CCIDL à la commune de MONTPON-MENESTEROL. Cette convention prévoit les conditions de travail, le remboursement de la rémunération de l'agent ainsi que les cotisations et les contributions afférentes (même en cas de congé maladie).

Observations :

M. Chazeau : Sur le deuxième point, a-t-elle eu son diplôme ?

Mme Rouiller : Non pas encore, ici il faut modifier le terme « Directrice générale des services » qui n'est autorisé que pour les fonctionnaires de catégorie A. Il faut donner un cadre légal à l'agent. Elle est reçue à l'écrit et c'est en cours pour l'oral.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, retire cette délibération : en effet, l'appellation de « Directeur/rice Générale des Services » ne peut être utilisée que pour des fonctionnaires de la catégorie A titulaires détachés sur un emploi fonctionnel.

29- Mise à disposition d'un agent par la Communauté de communes Isle Double Landais à la commune de Montpon-Ménestérol

Rapporteur : M. Jean-Pierre DEYSSARD

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi N° 83-634 du 13 Juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi N° 84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale, notamment les articles 61 à 63,

Vu le décret N° 2008-580 du 18 Juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Considérant la candidature d'un agent de la CCIDL,

Il est proposé de mettre en place une convention de mise à disposition de cet agent par la CCIDL à la commune de Montpon-Ménestérol. Cette convention prévoit les conditions de travail, le remboursement de la rémunération de l'agent ainsi que les cotisations et les

contributions afférentes (même en cas de congé maladie) pour l'exercice des missions de chargé(e) de la coordination administrative.

Observations :

Mme Duhard : Quand elle aura ses résultats, est-ce qu'il faudra délibérer de nouveau ?

Mme Rouiller : Oui.

M. Rousseau : Je voterai contre car le montage administratif ne me convient pas mais ce n'est pas contre l'agent.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par :

19 voix pour : Mme Rozenn ROUILLER, M. Gérard HAERRIG (procuration à Mme Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO), Mme Séverine GOULARD-MASSE, M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE, M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Anne GRENET, M. Anthony WILLIAMS, Mmes Monique VERT, Josette CABROL, MM. Georges HERLEMONT, Alain MICOINE, Mme Fatima BOUTERFAS (procuration de Mme Rozenn ROUILLER), MM. Laurent MARZAT, Jean-Paul BOURDIE, Mmes Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, Séverine MAILLARD, M. Vincent LECONTE (procuration à Mme Josette CABROL), M. Jean-Jacques MOZE ;

8 voix contre : Mme Laurence LAGOUBIE (procuration à Mme Josiane DUHARD), M. Franck SALAT (procuration à M. Jean-Luc ROUSSEAU), Mme Céline BERNARD (procuration à M. Fabrice GUIGNE), M. Fabrice GUIGNE, Mme Josiane DUHARD, MM. Jean-Luc ROUSSEAU, Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY ;

1 abstention : M. Philippe VERDUN ;

- Décide la mise à disposition de l'agent de la CCIDL vers la Commune de Montpon-Ménestérol ;

- Autorise Madame la Maire à signer la convention et tout document y afférent.

L'agent concerné par ces deux délibérations réintègre la salle.

30- Mise à disposition d'un agent par la commune de Montpon-Ménestérol à la Communauté de communes Isle Double Landais

Rapporteur : M. Jean-Pierre DEYSSARD

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi N° 83-634 du 13 Juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi N° 84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale, notamment les articles 61 à 63,

Vu le décret N° 2008-580 du 18 Juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 13/03/2023

Il est proposé de mettre en place une convention de mise à disposition de cet agent par la commune de Montpon-Ménestérol à la communauté de communes Isle Double Landais.

Cette convention prévoit les conditions de travail, le remboursement de la rémunération de l'agent ainsi que les cotisations et les contributions afférentes (même en cas de congé maladie) pour l'exercice des missions de mécanicien.

Observations :

M. Chazeau : Pour avoir siégé au CST juste avant, je voterai contre car ce montage commence à faire beaucoup trop. Cela a été spécifié également en CST devant les représentants du personnel pour que le message soit répercuté.

Mme Rouiller : L'agent a été plusieurs fois sollicité pour aider au niveau de la CC IDL, il possède une compétence spécifique et il y a un besoin au niveau de la CC IDL. On a voulu le conventionner pour que les choses soient claires pour tout le monde, en retour d'une contribution financière de la CC IDL. L'agent y est favorable.

M. Lotterie : La CC IDL avait un agent de la commune de Le Pizou mécanicien mais qui est en maladie de longue durée, donc il n'y avait plus personne pour réparer le matériel en panne. On essaye d'optimiser, de ne pas recruter une personne de plus, d'autant qu'un plein temps sur ce poste suffit pour les deux collectivités. La raison est financière et permet d'optimiser l'emploi des personnes.

M. Rousseau : Est-ce possible de faire 2 contrats ?

M. Lotterie : Pour la personne ce n'est pas confortable notamment pour le suivi du déroulé de la carrière et pour qu'il puisse avancer sereinement.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par :

19 voix pour : Mme Rozenn ROUILLER, M. Gérard HAERRIG (procuration à Mme Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO), Mme Séverine GOULARD-MASSE, M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE, M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Anne GRENET, M. Anthony WILLIAMS, Mmes Monique VERT, Josette CABROL, MM. Georges HERLEMONT, Alain MICOINE, Mme Fatima BOUTERFAS (procuration de Mme Rozenn ROUILLER), MM. Laurent MARZAT, Jean-Paul BOURDIE, Mmes Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, Séverine MAILLARD, M. Vincent LECONTE (procuration à Mme Josette CABROL), M. Jean-Jacques MOZE ;

8 voix contre : Mme Laurence LAGOUBIE (procuration à Mme Josiane DUHARD), M. Franck SALAT (procuration à M. Jean-Luc ROUSSEAU), Mme Céline BERNARD (procuration à M. Fabrice GUIGNE), M. Fabrice GUIGNE, Mme Josiane DUHARD, MM. Jean-Luc ROUSSEAU, Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY ;

1 abstention : M. Philippe VERDUN ;

- Décide la mise à disposition de l'agent vers la Communauté de communes Isle Double Landais,
- Autorise Madame la Maire à signer la convention et tout document y afférent.

31- Convention relative à la disponibilité opérationnelle et à la disponibilité pour la formation d'un sapeur-pompier volontaire pendant son temps de travail effectif

Rapporteur : M. Jean-Pierre DEYSSARD

Vu la loi n°96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeur-pompier ;

Vu la loi n° 2011-851 du 20 juillet 2011 relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique ;

Vu le Code de la sécurité intérieure Livre VII – Titre II- Chapitre III ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 13 Mars 2023 ;

Madame la Maire rappelle qu'un Sapeur-Pompier Volontaire (SPV) est un pompier dont l'activité de pompier n'est pas son travail principal. En effet, à la différence du pompier professionnel, le pompier volontaire possède, la plupart du temps, un emploi principal (salarié du secteur privé, agent public...) et exerce les activités de pompier le plus souvent en dehors de ses heures de travail. Ce sont des hommes et des femmes qui, en parallèle de leur profession ou de leurs études, tout en tenant compte de leur vie familiale, ont choisi de conserver une disponibilité suffisante pour répondre immédiatement à toute alerte émise par le centre de secours dont ils dépendent. Les SPV ont vocation à participer à l'ensemble des missions dévolues aux services d'incendie et de secours et ils concourent notamment, avec les sapeurs-pompiers professionnels, "aux actions de prévention, de prévision, de formation et aux opérations de secours que requiert, en toutes circonstances, la sauvegarde des personnes, des biens et de l'environnement". Pour l'accomplissement de leurs missions, ils suivent régulièrement des formations. L'activité de sapeur-pompier volontaire est à but non lucratif.

Sur la base de la loi 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans le corps des sapeurs-pompiers, une convention est proposée entre le Service Départemental d'Incendies et de Secours de la Dordogne et la Commune de Montpon-Ménestérol. Cette convention a pour objectif de préciser les modalités de disponibilité opérationnelle et la disponibilité pour formation des agents territoriaux sapeurs-pompiers volontaires.

Elle permet de s'assurer de la compatibilité des disponibilités évoquées avec les nécessités du fonctionnement du service.

Observations :

M. Verdun : Comment cela va se passer s'il est déjà en intervention Police municipale ?

Mme Rouiller : La nécessité de service prime, sauf cas de force majeure comme les incendies de cet été, la question ne se pose pas, il pourra partir.

M. Verdun : C'est un poste important autant l'un que l'autre, mais je ne suis pas contre les volontaires.

Mme Rouiller : D'abord il lui faut sa formation pour pouvoir partir.

M. Lotterie : La CC IDL a déjà 2 agents conventionnés et c'est parfaitement géré par les pompiers et les services.

M. Verdun : C'est un poste à part, mais ce n'est pas le responsable de la police ?

Mme Rouiller : Non ce n'est pas le responsable.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise Madame la Maire à signer la convention et tout document y afférent.

32- Création d'un poste dans le cadre du dispositif Parcours emploi compétences (PEC) - Projectionniste

Rapporteur : M. Jean-Pierre DEYSSARD

Le dispositif du Parcours emploi compétences (P.E.C.) a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi. A cette fin, il comporte des actions d'accompagnement professionnel.

La prescription des P.E.C. est centrée sur les publics éloignés du marché du travail, l'entrée dans un PEC se fait sur la base du diagnostic du prescripteur.

L'aide à l'insertion professionnelle de l'Etat est attribuée à l'employeur qui, en contrepartie, doit obligatoirement mettre en place des actions d'accompagnement et de formation. L'employeur doit également désigner un tuteur parmi les salariés qualifiés et volontaires pour assumer cette fonction.

Le renouvellement du contrat n'est ni prioritaire ni automatique, il est conditionné à l'évaluation, par le prescripteur, de son utilité pour le bénéficiaire et autorisé uniquement si les engagements antérieurs de l'employeur ont été respectés.

Notre commune peut donc décider d'y recourir en conciliant ses besoins avec la perspective d'aider un demandeur d'emploi à s'insérer dans le monde du travail.

Les personnes sont recrutées dans le cadre d'un contrat de travail de droit privé. Ce contrat bénéficie des exonérations de charges appliquées aux contrats d'accompagnement dans l'emploi dans la limite de la valeur d'un SMIC.

Madame la Maire propose de créer un emploi dans le cadre du parcours emploi compétences dans les conditions suivantes :

- Contenu du poste : Projectionniste
- Durée du contrat : 6 mois
- Durée hebdomadaire de travail : 35h
- Rémunération : fixée sur la base minimale du SMIC Horaire

Observations :

M. Deyssard : C'est une demande de délibérer avec le changement de trésorerie.

Mme Duhard : La personne était déjà projectionniste ?

M. Deyssard : Oui elle l'était déjà.

Mme Duhard : Il y a donc 2 projectionnistes ?

M. Deyssard : Non un seul !

Mme Rouiller : Elle avait déjà eu un an de contrat mais notre nouveau percepteur nous demande de délibérer sur ce cadre d'emplois. Idem pour la délibération suivante. Souvent les nouvelles trésoreries trouvent de nouvelles choses.

M. Verdun : Donc dans 6 mois on se retrouve pour la même chose ?

Mme Rouiller : Cela ne sera peut-être pas un PEC car il faut que la commune soit éligible. Ce n'est pas certain.

M. Chazeau : Pouvez-vous nous rappeler les conditions du PEC ?

Mme Rouiller : Ce sont des emplois aidés par rapport à l'insertion professionnelle. Mais je n'ai pas plus d'éléments car cela doit répondre à une grille évolutive de mois en mois. L'idée est de permettre à des personnes de remettre le pied à l'étrier dans l'emploi. Au dernier conseil, nous avons voté une création de poste d'un ancien PEC qui est donc maintenu dans l'emploi dans la collectivité.

M. Chazeau : Cela reste de l'emploi précaire.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- Adopte la proposition de la Maire ;

- Inscrit au budget les crédits correspondants ;
- Autorise Madame la Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer toutes les pièces nécessaires ;
- Autorise Madame la Maire à solliciter le renouvellement du contrat à son terme.

33- Création d'un poste dans le cadre du dispositif Parcours emploi compétences (PEC) – Agent des Espaces Verts

Rapporteur : M. Jean-Pierre DEYSSARD

Le dispositif du Parcours emploi compétences (P.E.C.) a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi. A cette fin, il comporte des actions d'accompagnement professionnel.

La prescription des P.E.C. est centrée sur les publics éloignés du marché du travail, l'entrée dans un PEC se fait sur la base du diagnostic du prescripteur.

L'aide à l'insertion professionnelle de l'Etat est attribuée à l'employeur qui, en contrepartie, doit obligatoirement mettre en place des actions d'accompagnement et de formation. L'employeur doit également désigner un tuteur parmi les salariés qualifiés et volontaires pour assumer cette fonction.

Le renouvellement du contrat n'est ni prioritaire ni automatique, il est conditionné à l'évaluation, par le prescripteur, de son utilité pour le bénéficiaire et autorisé uniquement si les engagements antérieurs de l'employeur ont été respectés.

Notre commune peut donc décider d'y recourir en conciliant ses besoins avec la perspective d'aider un demandeur d'emploi à s'insérer dans le monde du travail.

Les personnes sont recrutées dans le cadre d'un contrat de travail de droit privé. Ce contrat bénéficie des exonérations de charges appliquées aux contrats d'accompagnement dans l'emploi dans la limite de la valeur d'un SMIC.

Madame la Maire propose de créer un emploi dans le cadre du parcours emploi compétences dans les conditions suivantes :

- Contenu du poste : Agent du service des espaces verts
- Durée du contrat : 6 mois
- Durée hebdomadaire de travail : 32h
- Rémunération : fixée sur la base minimale du SMIC Horaire

Observations :

M. Chazeau : Quel est le lien entre le ménage et les espaces verts ?

Mme Rouiller : Il y en a un. Comme on a des arrêts longs au niveau du service entretien, la personne va prendre en charge le ménage du bâtiment des espaces verts.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- Adopte la proposition de la Maire ;
- Inscrit au budget les crédits correspondants ;
- Autorise Madame la Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer toutes les pièces nécessaires ;
- Autorise Madame la Maire à solliciter le renouvellement du contrat à son terme.

34- Instauration des indemnités horaires pour travaux supplémentaires

Rapporteur : M. Jean-Pierre DEYSSARD

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 82-624 du 20 juillet 1982 fixant les modalités d'application pour les fonctionnaires de l'ordonnance n° 82-296 du 31 mars 1982 relative à l'exercice des fonctions à temps partiel ;

Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;

Vu le décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2020-592 du 15 mai 2020 relatif aux modalités de calcul et à la majoration de la rémunération des heures complémentaires des agents de la fonction publique territoriale nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;

Vu l'avis favorable du comité social territorial en date du 13 Mars 2023 ;

Madame la Maire rappelle à l'assemblée :

Considérant ce qui suit :

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires peuvent être versées aux fonctionnaires de catégorie B et de catégorie C ainsi qu'aux fonctionnaires de catégorie A de la filière médico-sociale, dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires, ainsi qu'à des agents contractuels de même niveau et exerçant des fonctions de même nature, sauf si le contrat de ces derniers prévoit un régime d'indemnisation similaire.

L'octroi d'IHTS est subordonné à la réalisation effective d'heures supplémentaires. Sont considérées comme heures supplémentaires les heures effectuées à la demande du chef de service au-delà des bornes horaires définies par le cycle de travail.

Le versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires est subordonné à la mise en place de moyens de contrôle automatisé des heures supplémentaires. Un décompte déclaratif contrôlable est néanmoins suffisant pour les agents exerçant leur activité hors de leurs locaux de rattachement, ainsi que pour les sites sur lesquels l'effectif des agents susceptibles de bénéficier d'IHTS est inférieur à 10.

Les agents qui exercent leurs fonctions à temps partiel peuvent bénéficier du versement d'IHTS. Leur taux sera calculé selon des modalités spécifiques.

Les agents qui occupent un emploi à temps non complet peuvent être amenés à effectuer des heures au-delà de la durée de travail fixée pour leur emploi. Ces heures sont considérées comme des heures complémentaires dès lors qu'elles ne les conduisent pas à dépasser la durée légale de travail hebdomadaire (35 heures).

Elles sont rémunérées au taux normal, sauf si l'organe délibérant décide de majorer leur indemnisation dans les conditions définies à l'article 5 du décret n° 2020-592 du 15 mai 2020.

Dès lors que la réalisation d'heures au-delà de la durée afférant à leur emploi les conduit à dépasser la durée légale du travail (35 heures), les heures supplémentaires peuvent être indemnisées par des indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

Le nombre d'heures supplémentaires réalisées par chaque agent ne pourra excéder 25 heures par mois.

Le nombre d'heures supplémentaires réalisées par chaque agent à temps partiel ne pourra excéder un nombre égal au produit de la quotité de travail à temps partiel par 25 heures. (Exemple pour un agent à 80 % : $25 \text{ h} \times 80 \% = 20 \text{ h}$ maximum).

La compensation des heures supplémentaires doit préférentiellement être réalisée sous la forme d'un repos compensateur ; à défaut, elle donne lieu à indemnisation dans les conditions suivantes :

La rémunération horaire est multipliée par 1,25 pour les quatorze premières heures supplémentaires et par 1,27 pour les heures suivantes.

L'heure supplémentaire est majorée de 100 % lorsqu'elle est effectuée de nuit, et des deux tiers lorsqu'elle est effectuée un dimanche ou un jour férié.

Pour les agents qui exercent leurs fonctions à temps partiel, le montant de l'heure supplémentaire est déterminé en divisant par 1 820 la somme du montant annuel du traitement et de l'indemnité de résidence d'un agent au même indice exerçant à temps plein.

Le temps de récupération accordé à un agent est égal à la durée des travaux supplémentaires effectués. Une majoration de nuit, dimanche ou jours fériés peut être envisagée dans les mêmes proportions que celles fixées pour la rémunération, c'est-à-dire une majoration de 100% pour le travail de nuit et des 2/3 pour le travail du dimanche et des jours fériés.

Il appartient à l'organe délibérant de fixer la liste des emplois ouvrant droit aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ainsi que les conditions d'une éventuelle majoration du temps de récupération.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré ;

Décide :

Article 1 : D'instaurer les indemnités horaires pour travaux supplémentaires pour les fonctionnaires et les agents contractuels de droit public relevant des cadres d'emplois suivants :

<i>Cadres d'emplois</i>	<i>Emplois</i>
Rédacteurs territoriaux	- Responsable RH
Animateurs territoriaux	- Responsable du service culturel
Techniciens territoriaux	- Responsable des espaces verts
Chef de service de police municipale	- Chef de service de la police municipale
Agents de maîtrise	- Agents des espaces verts - Agents des bâtiments

Adjointes administratifs territoriaux	<ul style="list-style-type: none"> - Agents des services funéraires / transport scolaire / élections / accueil / état-civil / titres sécurisés / finances / sports / associations / recensement / culturel / urbanisme - Assistants de direction services techniques - Secrétariat de Madame la Maire
Adjointes techniques territoriaux	<ul style="list-style-type: none"> - Agents des espaces verts - Agents d'entretien des locaux - Agents de la voirie - Agents des festivités - Agents des bâtiments - Agents des sports / associations - Agent placier - Agent technique rattaché au Maire
Adjointes territoriaux du patrimoine	- Agents du service culturel
Adjointes territoriaux d'animation	- Agents du service culturel
Agents de police municipale	- Agents de la police municipale

Article 2 : De compenser les heures supplémentaires et complémentaires réalisées soit par l'attribution d'un repos compensateur soit par le versement de l'indemnité horaires pour travaux supplémentaires.

Le choix entre le repos compensateur ou l'indemnisation est laissé à la libre appréciation de l'autorité territoriale.

Article 3 : De majorer le temps de récupération dans les mêmes proportions que celles fixées pour la rémunération lorsque l'heure supplémentaire est effectuée de nuit, un dimanche ou un jour férié.

Article 4 : De majorer l'indemnisation des heures complémentaires : le taux de majoration des heures complémentaires est de 10 % pour chacune des heures complémentaires accomplies dans la limite du dixième des heures hebdomadaires de service afférentes à l'emploi à temps non complet et de 25 % pour les heures suivantes.

Article 5 : Le contrôle des heures supplémentaires sera effectué sur la base d'un décompte déclaratif visé par l'autorité territoriale.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget.

Observations :

M. Deyssard : Cela reste exceptionnelle pour la collectivité : par exemple lors de la mini-tornade sur Very.

M. Rousseau : Vous marquez « le choix est laissé à la libre appréciation de l'autorité », pourquoi pas le salarié ?

Mme Rouiller : On a repris les textes réglementaires. On a toujours procédé ainsi car on a le budget à équilibrer aussi. La règle est la récupération en fonction du temps etc., et quand on a sollicité les agents à titre exceptionnel ils ont été payés en heures supplémentaires.

M. Chazeau : Le cadre réglementaire lambda cela va un moment, c'est voté en CST mais je suis contre à cause de ce flou de choisir entre payer ou récupérer au choix de l'autorité territoriale. Dans ma collectivité c'est obligatoirement en repos compensateur sauf pour 2

manifestations, bien identifiées. Il me paraît pertinent que ce soit du repos compensateur automatiquement. Le choix n'est pas à l'avantage des agents. On aurait pu l'adapter.

Mme Rouiller : Dans 99% des cas c'est la récupération qui s'applique.

M. Chazeau : Oui mais ça n'est pas clairement dit, en l'état le texte n'est pas quelque chose de précis.

Mme Duhard : A l'article 2 il est mentionné « c'est soit » ou « soit » ? Alors on nous demande de voter sur quoi ?

Mme Rouiller : Sur l'ensemble de la délibération.

Mme Duhard : On est d'accord mais c'est du repos ou du paiement ?

Mme Rouiller : Repos compensateur la plupart du temps.

M. Chazeau : Il n'y a rien de clair.

M. Bourdie : Vous pouvez comprendre que ceux qui ont travaillé pendant la tempête, on ne pouvait pas ne pas les payer !

M. Verdun : Le choix ne sera pas fait par le salarié !

Mme Rouiller : Non c'est l'autorité territoriale qui choisira.

Mme Duhard : Qui décide au final ?

Mme Rouiller : C'est moi.

M. Verdun : Mais vous dites la plupart du temps ?

Mme Rouiller : Oui il y eu des exceptions notamment la mini-tornade.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par :

19 voix pour : Mme Rozenn ROUILLER, M. Gérard HAERRIG (procuration à Mme Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO), Mme Séverine GOULARD-MASSE, M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE, M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Anne GRENET, M. Anthony WILLIAMS, Mmes Monique VERT, Josette CABROL, MM. Georges HERLEMONT, Alain MICOINE, Mme Fatima BOUTERFAS (procuration de Mme Rozenn ROUILLER), MM. Laurent MARZAT, Jean-Paul BOURDIE, Mmes Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, Séverine MAILLARD, M. Vincent LECONTE (procuration à Mme Josette CABROL), M. Jean-Jacques MOZE ;

9 voix contre : M. Philippe VERDUN, Mme Laurence LAGOUBIE (procuration à Mme Josiane DUHARD), M. Franck SALAT (procuration à M. Jean-Luc ROUSSEAU), Mme Céline BERNARD (procuration à M. Fabrice GUIGNE), M. Fabrice GUIGNE, Mme Josiane DUHARD, MM. Jean-Luc ROUSSEAU, Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY ;

-Adopte l'instauration des indemnités pour travaux supplémentaires telles que proposée ci-dessus ;

-Inscrit au budget les crédits correspondants ;

-Autorise Madame la Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer toutes les pièces nécessaires.

M. Rousseau : On aurait préféré que ça soit le salarié qui choisisse entre le repos compensateur et la rémunération.

Mme Rouiller : On est obligé d'appliquer la loi.

35- Convention de chantiers éducatifs avec l'Association de prévention « Le Chemin »

Rapporteur : Mme Rozenn ROUILLER

L'association de prévention spécialisée « Le Chemin » propose de renouveler la convention avec la Commune de MONTPON-MENESTEROL dans le cadre du dispositif de chantier éducatif.

Il s'agit pour les services de la commune (services techniques) d'accueillir des jeunes rémunérés par l'association et encadrés par un éducateur sur des chantiers ne présentant aucun caractère de dangerosité. En contrepartie de leur temps de travail, la Commune s'engage à mettre à leur disposition du matériel ainsi qu'un suivi technique et assure la prise en charge des déjeuners de ces jeunes.

Observations :

M. Chazeau : Si mes souvenirs sont bons, ce sont ces jeunes qui ont refait le muret du clos St-Jamet ?

Mme Rouiller : Vos souvenirs ne sont pas bons.

M. Chazeau : Non mais ils ont refait un mur avec des grilles ?

Mme Rouiller : Non c'est un maçon qui l'a fait, ils ont nettoyé les préaux des écoles, nettoyer la fontaine, repeint les bancs, repeint la plateforme de services, effectué le nettoyage de Chandos, des espaces verts également...

M. Verdun : Combien de jeunes ?

Mme Rouiller : C'est variable, mais généralement de 5 à 10 jeunes du secteur.

M. Williams : C'est comme « le chemin de deuxième chance ».

- Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise Madame la Maire à signer cette convention et tout autre document concernant cette question.

36- Extinction partielle de l'éclairage public sur le territoire de la commune à partir du 30 septembre 2023

Rapporteur : M. Anthony WILLIAMS

Mme DUHARD quitte la séance

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L2212-1 et L2212-2 relatif à la police municipale dont l'objet est d'assurer le bon ordre, la sécurité et la salubrité publiques et notamment l'alinéa dans sa partie relative à l'éclairage.

Vu le Code Civil, le Code de la route, le Code rural, le Code de la voirie routière, le Code de l'environnement.

Vu la loi n°2009-967 du 03 08 2009 de programmation sur la mise en œuvre du code de l'environnement et notamment son article 41.

Vu la délibération du comité syndical portant sur le règlement d'intervention éclairage public (Nouvelle Donne EP) en date du 05 03 2020.

Vu la délibération du 12 janvier 2011 de la commune de Montpon-Ménestérol transférant au SDE24 la maîtrise d'ouvrage et l'entretien des installations d'éclairage public.

Considérant la nécessité de lutter contre la pollution lumineuse et les émissions de gaz à effet de serre, d'engager des actions volontaires en faveur des économies d'énergies et de la maîtrise de la demande d'électricité ;

Considérant qu'à certains endroits l'éclairage public ne constitue pas une nécessité absolue ;

Madame Maire rappelle la volonté de la municipalité d'initier des actions en faveur de la maîtrise des consommations d'énergies. Une réflexion a ainsi été engagée par le conseil municipal sur la pertinence et les possibilités de procéder à une extinction nocturne partielle de l'éclairage public. Outre la réduction de la facture de consommation d'électricité, cette action contribuera également à la préservation de l'environnement par la limitation des émissions de gaz à effet de serre et la lutte contre les nuisances lumineuses.

Les modalités de fonctionnement de l'éclairage public relèvent du pouvoir de police du maire qui dispose de la faculté de prendre à ce titre des mesures de limitation du fonctionnement, compatibles avec la sécurité des usagers de la voirie, le bon écoulement du trafic et la protection des biens et des personnes.

D'après les retours d'expériences similaires menées dans un certain nombre de communes, il apparaît que l'extinction nocturne de l'éclairage public n'a pas d'incidence notable, à certaines heures et à certains endroits, il ne constitue pas une nécessité absolue.

Cette démarche doit par ailleurs être accompagnée d'une information de la population et d'une signalisation spécifique. En période de fêtes ou d'événements particuliers, l'éclairage public pourra être maintenu tout ou partie de la nuit.

Les Elus, le Service technique et le Service Police Municipale ont travaillé sur la pertinence et les possibilités de procéder à une extinction nocturne partielle de l'éclairage public afin de préciser les Armoires et/ou les Foyers concernés par les modifications d'horaires et si la commune conserve des Foyers permanents.

Ce travail a été effectué sur 67 armoires et sur 1 396 foyers avec la prise en compte du système de surveillance en place sur le territoire de la Commune de Montpon-Ménestérol.

Les armoires et foyers concernés par extinction nocturne partielle sont identifiées dans l'annexe à la présente délibération.

Pour chaque installation, les horaires de fonctionnement sont fixés, dans le contrat de modernisation de l'éclairage public, selon les souhaits de la collectivité adhérente au SDE24, dans la liste des codes temps ci-dessous, en veillant à respecter la réglementation en vigueur depuis le mois de Mars 2020.

Mme DUHARD réintègre la séance.

Dans le but d'harmoniser les codes temps sur le territoire, les changements d'heures de fonctionnement pourront être demandés au SDE24. Ces modifications feront l'objet d'une redevance qui s'appliquera à l'armoire pour un montant de 54,50 € TTC ou par foyer pour un montant de 17,50 € TTC.

L'estimation à ce jour pour la commune est de :

- 68 armoires x 54€50 = 3 706€, cette intervention est gratuite étant donné que la commune a signé le contrat de modernisation Nouvelle Donne
- 483 foyers x 17€50 = 8 452.50 €, à la charge de la commune, ce montant sera appliqué sur la redevance de l'année N+1 des travaux.

Régime de fonctionnement	Code	Plage horaire	Nb d'heures de fonctionnement annuel	Optimisation du temps de fonctionnement annuel par rapport au permanent
--------------------------	------	---------------	--------------------------------------	---

CIRCUIT 1

Permanent	P	Allumage toute la nuit	4080	
Nouveau	P1	EXT 00h30 / 06h00	2090	49%

CIRCUIT 2

Coupure Nuit <u>Sans</u> réallumage le matin	A	EXT 22h30	940	77%
	A1 (avec période exceptionnelle)	EXT 22h30	1110	49%
		EXT 23h30 (du 15/05 au 30/09)		
	A2 (avec période exceptionnelle)	EXT 22h30	1250	69%
		EXT 00h30 (du 15/05 au 30/09)		
Coupure Nuit <u>Avec</u> réallumage le matin	C	EXT 22h30 / 06h00	1350	67%
	C1 (avec période exceptionnelle)	EXT 22h30 / 06h00	1495	63%
		EXT 23h30 / 06h00 (du 15/05 au 30/09)		
	C2 (avec période exceptionnelle)	EXT 22h30 / 06h00	1640	60%
		EXT 00h30 / 06h00 (du 15/05 au 30/09)		

Observations :

M. Williams : J'aimerais que soit modifié le mot « initier » dans la délibération. Cela a commencé déjà sous l'ancienne mandature avec le passage en LED. En 4 à 5 ans, on a déjà diminué la moitié de la consommation de KWH. Ce qui nous pousse c'est le contexte économique. Vont rester allumés les grands axes et le cœur de bourg de Montpon.

Mme Duhard : Le centre va rester éclairer mais il nous a semblé que tout était éteint.

M. Williams : On va avoir la possibilité de laisser allumer les endroits où on constate que c'est nécessaire. Mais c'est évolutif. Il faut penser que ce qui va rester éclairer grosso modo ce sont les grands axes et le cœur de ville.

Mme Duhard : Ce n'est pas possible d'en laisser 1 sur 4 ?

M. Williams : C'est techniquement très difficile et il semble que ça soit la pire des choses. Du noir éclairé partiellement c'est très accidentogène.

M. Rousseau : 50%, soit environ 200 000 KWH sur les 400 ?

M. Williams : Oui mais à la louche car c'est très difficile d'estimer exactement. Actuellement, il y a environ 369 foyers lumineux qui sont éteints de 23h à 6h. Cela ne va pas vraiment peser mais les autres oui, les 904 restants.

M. Rousseau : C'est une bonne idée, de bon sens.

M. Williams : Cela a un effet écologique mais aussi économique

M. Rousseau : Avons-nous un contrat réglementé en ce moment ?

M. Williams : Le contrat actuel est avec EDF, et la convention qui sera signée va changer le contrat.

M. Rousseau : Donc aujourd'hui en contrat réglementé à environ 20 centimes, ça ferait de sacrées économies.

M. Williams : Attention à la vétusté qui augmente !

M. Verdun : Ce sera toujours une économie.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- Décide que l'éclairage public sera interrompu comme indiqué ci-dessus, de 22h30 à 6h00, sur l'ensemble du territoire de la commune. **Les Armoires et/ou les Foyers concernés par les modifications d'horaires ainsi que les foyers permanents sont indiqués dans l'annexe de la présente délibération ;**

- Charge Madame la Maire de prendre les arrêtés précisant les modalités d'application de cette mesure et en particulier les lieux concernés.

37- Approbation d'un projet de construction d'une couverture photovoltaïque – Projet de boulodrome

Rapporteur : M. Anthony WILLIAMS

Madame la Maire présente le projet proposé par la société dénommée BAT ENR SOL PÉRIGORD, société par actions simplifiée au capital de 10 000 euros, ayant son siège social 78 Rue Victor Hugo à PÉRIGUEUX (24000), immatriculée au RCS de PÉRIGUEUX sous le numéro 852 506 419, représentée par Monsieur Daniel FENAUX en qualité de Directeur Général de la société SEM 24 PÉRIGORD ÉNERGIES, Présidente de ladite Société.

Le projet consiste en la construction d'un bâtiment non clos de 14.6 m par 94m dont la toiture sera couverte par une centrale photovoltaïque d'une puissance de 257 kWc.

Le projet se trouvera sur les parcelles cadastrées AI 109 et AI 498 appartenant à la commune de

MONTPON-MENESTEROL et située à l'adresse suivante :

Les Massias Sud

24700 MONTPON-MENESTEROL

Observations :

M. Guigné : Oui enfin seulement l'ossature de gratuite.

M. Williams : Oui mais le boulodrome ne sera pas fermé mais c'est à voir à l'usage. Il faudrait sûrement barder le côté ouest par rapport aux maisons qui sont assez près.

M. Chazeau : Si mes souvenirs sont bons, on parle de ce fameux boulodrome, c'est le projet à 265 000 € ? pour des boules ? Vous me permettrez de voter non même si j'adhère à l'utilité du photovoltaïque.

Mme Rouiller : Vos souvenirs sont bons !

M. Rousseau : Je serai allé plus loin, pourquoi ne pas faire gérer la construction par la mairie car le retour sur investissement est inférieur à 20 ans ?

M. Williams : Je comprends mais je fais la comparaison entre quelqu'un qui démarre dans la vie, il loue une maison car il ne peut pas l'acheter ! C'est un choix politique. Est-ce que ce qu'on investit dans un bâtiment ce n'est pas mieux de l'investir ailleurs ? Nous pensons que oui. C'est un débat éternel.

M. Rousseau : Sur ce projet, on multiplie environ du 0.30 centimes de rachat aujourd'hui de l'énergie. On récupère l'argent.

M. Williams : La question peut se poser, je suis entièrement d'accord. J'étais dans le privé avant, la gestion d'une entreprise ce n'est pas la même gestion qu'une mairie. C'est le service public.

M. Rousseau : Je vais m'abstenir car je pense qu'il aurait fallu aller plus loin.

M. Guigné : Est-ce que les panneaux resteront ou resteront propriété de la commune ? Ils seront dégradés ?

M. Williams : Oui propriété de la commune.

Mme Rouiller : Il y a plusieurs possibilités qui émergent à la fin du bail. Mais c'est très encadré.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par :

20 voix pour : Mme Rozenn ROUILLER, M. Gérard HAERRIG (procuration à Mme Nathalie JAVERZAC MARIGHETTO), Mme Séverine GOULARD-MASSE, M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE, M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Anne GRENET, M. Anthony WILLIAMS, Mmes Monique VERT, Josette CABROL, MM. Georges HERLEMONT, Philippe VERDUN, Alain MICOINE, Mme Fatima BOUTERFAS (procuration de Mme Rozenn ROUILLER), MM. Laurent MARZAT, Jean-Paul BOURDIE, Mmes Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, Séverine MAILLARD, M. Vincent LECONTE (procuration à Mme Josette CABROL), M. Jean-Jacques MOZE ;

2 voix contre : MM. Fabrice GUIGNE, Thierry CHAZEAU ;

6 abstentions : Mme Laurence LAGOUBIE (procuration à Mme Josiane DUHARD), M. Franck SALAT (procuration à M. Jean-Luc ROUSSEAU), Mme Céline BERNARD (procuration à M. Fabrice GUIGNE), Mme Josiane DUHARD, M. Jean-Luc ROUSSEAU, Mme Isabelle COLEY ;

- Approuve le projet présenté et réalisé par la société BAT ENR SOL PÉRIGORD ;
- Accepte que la commune signe un bail à construction avec ladite société ;
- Autorise Madame la Maire à signer tous les actes et pièces relatifs au bail à construction concernant le projet de construction décrit ci-dessus.

38- Approbation du remplacement d'un foyer de l'éclairage public accidenté (n°1419) à la zone d'activités Bernard Moulinet

Rapporteur : M. Anthony WILLIAMS

Madame la Maire rappelle que :

La commune de Montpon-Ménestérol, adhérente au Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne (SDE24), a transféré sa compétence éclairage public.

Aujourd'hui, des travaux de renouvellement d'un foyer d'éclairage public n°1419 s'avèrent nécessaires suite à une impossibilité de dépannage. En application du règlement adopté le 05 mars 2020 avec le SDE, la participation de la commune s'élève à 65% de la dépense HT.

L'ensemble prévisionnel de l'opération est estimé à 2 686.41€ HT soit 3 223.69 € TTC.

La participation de la commune de Montpon-Ménestérol est estimée à 1 746.17€ HT soit 2 095.40€ TTC.

Observations :

M. Verdun : Ce qui me dérange dans le devis c'est pour les fournitures, câbles 0.00 € et 1 189 € en divers.

M. Williams : Le SDE a eu l'honnêteté de montrer la facture.

M. Verdun : Un devis doit être détaillé et je ne comprends pas que la Mairie paye quelque chose générer par un accident.

M. Bourdie : On ne sait pas qui c'est !

M. Chazeau : On ne sait pas qui l'a fait mais sa voiture n'a pas dû redémarrer tout de suite ! Pour ce genre de chose, est-ce que la mairie a une assurance ?

M. Williams : L'assurance ne veut pas le prendre en charge et demande en plus une franchise.

M. Chazeau : Est-ce que le lampadaire est obligatoire à cet endroit ? Car s'il doit être éteint après ! C'est une question qui peut se poser.

M. Williams : On va certainement l'éteindre une partie de la nuit effectivement.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par :

24 voix pour : Mme Rozenn ROUILLER, M. Gérard HAERRIG (procuration à Mme Nathalie JAVERZAC MARIGHETTO), Mme Séverine GOULARD-MASSE, M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE, M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Anne GRENET, M. Anthony WILLIAMS, Mmes Monique VERT, Josette CABROL, MM. Georges HERLEMONT, Alain MICOINE, Mme Fatima BOUTERFAS (procuration de Mme Rozenn ROUILLER), MM. Laurent MARZAT, Jean-Paul BOURDIE, Mme Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, Séverine MAILLARD, M. Vincent LECONTE (procuration à Mme Josette CABROL), MM. Jean-Jacques MOZE, Franck SALAT (procuration à M. Jean-Luc ROUSSEAU), Mme Céline BERNARD (procuration à M. Fabrice GUIGNE), MM. Fabrice GUIGNE, Jean-Luc ROUSSEAU, Mme Isabelle COLEY ;

1 voix contre : M. Philippe VERDUN ;

3 abstentions : M. Thierry CHAZEAU, Mme Josiane DUHARD, Mme Laurence LAGOUBIE ;

- Approuve le dossier qui est présenté ;
- Autorise le SDE 24 à réaliser les travaux mentionnés ;
- Inscrit cette dépense au budget de la commune ;
- Autorise Madame la Maire à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

39- Cinéma Le Lascaux – Actualisation des tarifs

Rapporteur : Mme Anne GRENET

Suite à des modifications/ ajouts de tarifs au fil des années, et afin de déterminer un nouveau tarif plus attractif pour les ciné-peluches, il est proposé au conseil municipal la grille de tarifs récapitulative suivante :

Type de ticket	Montant
Ticket plein tarif	6 €
Ticket tarif réduit : Enfants (-de 18 ans) Etudiants Demandeurs d'emploi Détenueurs de la carte de fidélité « Ciné Passion »	4 €
Ticket Tarif unique « Printemps du cinéma » <i>(Sauf pour les minima sociaux * : 1.00 €)</i>	5€
Ticket Tarif unique « Fête du Cinéma » <i>(Sauf pour les minima sociaux * : 1.00 €)</i>	4 €

-Tarif réduit spécial Minima sociaux*	3,50 €
-Carte d'abonnement 10 séances (carte bleue)	40 €
-Carte d'abonnement 5 séances (carte jaune)	20 €
-Opération spéciale « Ecole et cinéma »	2,30 €
-Opération spéciale « Collège et cinéma »	2,50 €
-Opération spéciale « Ombre et lumière »	2 €
-Ticket tarif groupe scolaire	3 €
-Ticket ciné-resto -Ciné-anniversaire	3 €
-Ticket cinéma plein air	3 €
-Ticket cinéma plein air (pour les films en sortie nationale ou à la demande du distributeur)	5 €
-Ticket Comité d'Entreprise - Amicale des retraités de Vauclaire - Club de l'Amitié	3,50 €
-Ticket ciné-peluches (pour les adultes et enfants)	3 €
Ticket lunettes 3D (Sauf pour les minima sociaux * : gratuité)	1,50 €

*Minima sociaux :

- Revenu de solidarité active (RSA)
- Allocation de solidarité spécifique (ASS)
- Allocation équivalent retraite (AER)
- Allocation temporaire d'attente (ATA)
- Allocation aux adultes handicapés (AAH)
- Allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA)
- Allocation supplémentaire d'invalidité (ASI)
- Allocation veuvage (AV)

Pour mémoire, tarif des ventes d'affiches de cinéma :

- Petite affiche : 3 €
- Grande affiche : 5 €

Observations :

M. Chazeau : C'est quoi le ciné-peluches ?

Mme Grenet : C'est une séance de cinéma pour les enfants entre 3 et 5 ans. Ce sont des dessins animés.

M. Chazeau : Quel est le caractère pédagogique ?

Mme Grenet : Le centre de loisirs vient beaucoup, c'est dans un but récréatif plutôt que pédagogique.

M. Verdun : C'est la découverte du cinéma !

M. Chazeau : Quelle est la programmation et de quel style ? animé classique, français, mangas ?

Mme Grenet : Non pas du manga. La programmation est faite par Ciné-Passion.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- Valide les tarifs applicables au cinéma « le Lascaux » tels que détaillés ci-dessus ;
- Autorise Madame la Maire à effectuer toute démarche et à signer tout document dans le cadre de ce dossier.

40- Travaux de rénovation d'un ancien commerce en école de Danse – Validation du plan de financement prévisionnel 2023 et demande de subvention auprès des financeurs potentiels

Rapporteur : Mme Rozenn ROUILLER

Madame la Maire expose que suite au projet d'aménagement de la piscine intercommunal, il est nécessaire de réaménager un bâtiment, que la commune vient d'acquérir, pour accueillir l'Association de l'Ecole de danse de Montpon-Ménestérol.

Le projet est estimé à 80 000 € TTC.

Le plan de financement prévisionnel s'établirait comme suit :

<i>Dépenses</i>	<i>Montant HT</i>	<i>Montant TTC</i>	<i>Recettes</i>	<i>Montant</i>
Maîtrise d'œuvre	10 000,00	12 000,00	Département (40%)	26 666,67
Travaux	56 666,67	68 000,00		
			Autofinancement	40 000,00
TOTAL	66 666,67	80 000,00		66 666,67

Observations :

Mme Duhard : Les travaux ne peuvent pas être plus détaillés ?

Mme Rouiller : C'est une estimation ce n'est pas l'avant-projet détaillé.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par :

20 voix pour : Mme Rozenn ROUILLER, M. Gérard HAERRIG (procuration à Mme Nathalie JAVERZAC MARIGHETTO), Mme Séverine GOULARD-MASSE, M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE, M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Anne GRENET, M. Anthony WILLIAMS, Mmes Monique VERT, Josette CABROL, MM. Georges HERLEMONT, Philippe VERDUN, Alain MICOINE, Mme Fatima BOUTERFAS (procuration de Mme Rozenn ROUILLER), MM. Laurent MARZAT, Jean-Paul BOURDIE, Mmes Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, Séverine MAILLARD, M. Vincent LECONTE (procuration à Mme Josette CABROL), M. Jean-Jacques MOZE ;

4 voix contre : Mme Laurence LAGOUBIE (procuration à Mme Josiane DUHARD), Mme Josiane DUHARD, M. Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY ;

4 abstentions : M. Franck SALAT (procuration à M. Jean-Luc ROUSSEAU), Mme Céline BERNARD (procuration à M. Fabrice GUIGNE), MM. Fabrice GUIGNE, Jean-Luc ROUSSEAU ;

- Approuve le plan de financement tel que présenté ;
- Autorise Madame la Maire à solliciter les financeurs ;
- Autorise Madame la Maire à signer tout document relatif au déroulement de ce dossier.

41- Organisation des concerts / spectacles sur la zone de loisirs de Chandos 2023 – Validation du plan de financement prévisionnel 2023 et demande de subvention auprès des financeurs potentiels

Rapporteur : Mme Séverine GOULARD-MASSE

La Région Nouvelle Aquitaine accompagne l'organisation des manifestations culturelles implantées sur l'ensemble de son territoire en cohérence avec un des axes majeurs de sa politique, l'aménagement culturel du territoire.

Il est proposé au Conseil Municipal de déposer une demande d'aide financière auprès de la Région Nouvelle Aquitaine.

Le plan de financement proposé à l'appui de cette demande de subvention est le suivant :

<i>Dépenses</i>	Montant HT	Montant TTC	<i>Recettes</i>	Montant
Cachets spectacles	20 500,00	20 500,00	Région (20%)	4 600,00
Autres prestations : Restauration, hébergement, redevance Sacem, alimentation	2 500,00	3 000,00		
			Autofinancement	18 400,00
TOTAL	23 000,00	23 500,00		23 000,00

Observations :

M. Verdun : On est sûr ?

Mme Goulard : Non c'est une demande, on fera au mieux avec ce qu'on aura.

M. Verdun : Il y a 5 concerts ?

Mme Goulard : Oui comme les 2 dernières années.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- Approuve le plan de financement tel que présenté ;
- Autorise Madame la Maire à solliciter les financeurs ;
- Autorise Madame la Maire, ou l'adjoint délégué à signer tout document relatif au déroulement de ce dossier.

42- Projet d'aménagement « ZAC de l'Ormière » – Validation du plan de financement prévisionnel 2023 et demande de subvention auprès des financeurs potentiels

Rapporteur : Mme Rozenn ROUILLER

Par délibération des 20 avril 2016 et 09 septembre 2020, le Conseil municipal de Montpon-Ménestérol s'est prononcé favorablement sur la création et la réalisation de la zone d'aménagement concertée de l'îlot de l'Ormière.

Pour mémoire, les objectifs poursuivis par l'opération visent à :

- Amorcer la revitalisation du centre bourg,
- Résorber les poches d'habitat dégradé et la vacance au cœur de bourg,
- Engager la reconquête des berges de l'Isle et renforcer l'identité de ville nature,
- Améliorer l'accessibilité pour tous et sécuriser les parcours doux,
- Conforter le commerce de proximité.

Dans cette optique, il est proposé au conseil municipal d'en valider le plan de financement prévisionnel afin de pouvoir effectuer les demandes auprès des financeurs potentiels.

En 2023, l'axe 2 – Adapter les territoires au changement climatique du Fonds Vert vise à accompagner les territoires dans l'aménagement et la renaturation des villes. Ainsi le Fonds de renaturation des villes cofinance les actions fondées sur la présence de la nature en ville. Parmi les impacts attendus on peut citer :

- La renaturation des sols et espaces urbains,
- Valorisation de la présence de l'eau et des milieux aquatiques en ville,
- La végétalisation des équipements publics.

Ainsi, dans le cadre du projet d'aménagement de la ZAC de l'Ormière, il est proposé au conseil municipal de solliciter ce fonds afin de financer les aménagements publics prévus :

- Création du belvédère sur l'Isle, requalification de la place des Trois Frères Laplagne et de la Rue de l'Ormière ;
- Liaison Véloroute Voie Verte
- Traversée paysagère, permettre à la nature de pénétrer plus fortement dans le cœur de bourg.
- Aménagement public : sols désimperméabilisés, plantations, espaces de fraîcheur...

Le plan de financement prévisionnel actualisé est le suivant :

DEPENSES			RECETTES		N° de financement
LIBELLE	MONTANT HT	MONTANT TTC	LIBELLE	MONTANT	
ACQUISITIONS FONCIERES (RACHAT EPF) + MINORATION FONCIERE DE 100.000€ (réalisées)	248 689,32	252 023,81	VENTES DU FONCIER (LOGEMENTS)	300 000,00	15%
ACQUISITIONS FONCIERES (réalisées)	370 000,00	370 000,00	VENTE DES COMMERCE	30 000,00	1%
FRAIS ACQUISITIONS	17 677,00	21 212,40	DETR 2022 (attribuée)	303 531,75	15%
ACTUALISATION PROJET ZAC URBANISTES	12 000,00	14 400,00	FONDS FRICHES (attribué)	265 000,00	15%
AMO SEMIPER PHASE DEMOLITION	8 540,00	10 248,00	CD24 (Instruction en cours)	324 763,00	15%
MO DEMOLITION	40 250,00	48 300,00			
MISSION SPS DEMOLITION	3 150,00	3 780,00			
TRAVAUX PREPARATOIRES (Démolition / remise en état des sols)	371 250,00	445 500,00	FONDS VERT AXÉ 2 Renaturation	228 537,50	0%
AMO SEMIPER PHASE AMENAGEMENTS PUBLICS	25 029,50	30 035,40			
TRAVAUX EQUIPEMENTS PUBLICS	914 150,00	1 096 980,00			
HONORAIRES DEMO	51 415,00	100 698,00	REGION (40% du déficit de l'opération)	484 649,79	20%
FRAIS DIVERS	61 901,00	74 281,20	AUTOFINANCEMENT	484 649,79	20%
VARIATION DES PRIX (+20%)	257 080,00	308 496,00			
TOTAL	2 421 131,82	2 784 954,81	TOTAL	2 421 131,82	100%

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par :

19 voix pour : Mme Rozenn ROUILLER, M. Gérard HAERRIG (procuration à Mme Nathalie JAVERZAC MARIGHETTO), Mme Séverine GOULARD-MASSE, M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE, M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Anne GRENET, M. Anthony WILLIAMS, Mmes Monique VERT, Josette CABROL, MM. Georges HERLEMONT, Alain MICOINE, Mme Fatima BOUTERFAS (procuration de Mme Rozenn ROUILLER), MM. Laurent MARZAT, Jean-Paul BOURDIE, Mmes Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, Séverine MAILLARD, M. Vincent LECONTE (procuration à Mme Josette CABROL), M. Jean-Jacques MOZE ;

9 voix contre : M. Philippe VERDUN, Mme Laurence LAGOUBIE (procuration à Mme Josiane DUHARD), M. Franck SALAT (procuration à M. Jean-Luc ROUSSEAU), Mme Céline BERNARD (procuration à M. Fabrice GUIGNE), M. Fabrice GUIGNE, Mme Josiane DUHARD, MM. Jean-Luc ROUSSEAU, Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY ;

-Valide le plan de financement tel que présenté ci-dessus ;

-Autorise Madame la Maire à entamer les démarches nécessaires à l'obtention de subventions auprès des financeurs potentiels ;

-Autorise Madame la Maire à effectuer toute autre démarche et signer tout document relatif à cette question.

43- Débat d'Orientations budgétaires 2023

Rapporteur : Mme Rozenn ROUILLER

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, dans les communes de plus de 3 500 habitants, le vote du budget doit être précédé d'un débat sur les orientations générales du budget.

D'autre part, la loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi « NOTRe », a voulu accentuer l'information des conseillers municipaux. Ainsi, le DOB s'effectue sur la base d'un rapport élaboré par le Maire sur :

- Les orientations budgétaires,
- Les engagements pluriannuels envisagés,
- L'évolution des taux de fiscalité locale,
- La structure et la gestion de la dette.

Il fait l'objet d'une délibération mais n'a pas de caractère décisionnel.

Observations :

Mme Duhard : Merci pour ces explications très claires, mais il est dommage d'intervenir sur ce débat avec les 15 délibérations qui ont eu lieu avant.

Mme Duhard : Sur le budget principal, fonctionnement : dans certaines lignes les chiffres réalisés en 2021 ne sont pas toujours les bons si on compare avec le DOB de l'année dernière.

Mme Rouiller : C'est normal, cela doit correspondre avec le compte administratif. Dans le DOB, ce sont les grandes lignes et des écritures sont encore possibles. On ne fait pas le budget maintenant car on n'a pas encore tous les éléments. Les « réalisés » correspondent au compte administratif de l'année.

M. Rousseau : Dans les grandes masses, page 17 et 19 : je vois qu'au niveau des recettes cela augmente de 5% et les dépenses de 10%, ça n'augure rien de bon pour l'avenir.

Mme Rouiller : Il se trouve que les collectivités territoriales ont vu les recettes augmentées de 5% et les dépenses de 7%. La commune en tant que centralité a des charges supplémentaires. Globalement les recettes ont augmenté de la moitié des dépenses dans l'ensemble des communes de France.

M. Rousseau : On passe de 5.5 à 10, ça fait beaucoup d'argent.

Mme Rouiller : D'où la nécessité de faire des économies.

Mme Duhard : Page 21 : les recettes fiscales en 2021 plus importantes que cette année ?

Mme Rouiller : En 2021 par rapport à 2020, il y a une chute des bases et une augmentation ensuite. Au niveau de la loi de Finances 2021, il y a eu une forte chute du foncier sur l'industriel.

M. Lotterie : Dans le foncier bâti on a intégré celui du Département, d'où la forte augmentation de l'année dernière.

M. Rousseau : Page 19, puis 33 : j'ai calculé la marge d'autofinancement de la mairie.

Dépenses de Fonctionnement + Remboursement de la dette divisées par les recettes de fonctionnement, à savoir que quand le résultat est inférieur à 1, on emprunte pour financer des projets, quand supérieur à 1, on emprunte pour rembourser des emprunts.

En 2021 j'arrive à un résultat de 0.97 et si on fait la même chose en 2022 1.02. Aujourd'hui on emprunte pour rembourser des emprunts.

Mme Rouiller / M. Lotterie : Non, on a un autofinancement net d'environ de 250 000€ environ.

M. Lotterie : Ce n'est pas très confortable mais c'est positif. Ce n'est pas simple en ce moment, augmentation des charges de personnel etc.

M. Guigné : Cela appelle à une certaine sobriété.

Mme Rouiller : Le projet est prudentiel.

M. Guigné : « Reste du de capital », est-ce que ça tient en compte la ligne budgétaire de la Banque Postale ?

M. Rousseau : La commune est endettée de 1 000 €/habitants environ (voir page 33). La moyenne pour des villes équivalentes est inférieure à 850 €.

M. Lotterie : Il faut en tenir compte mais ça veut dire qu'exercice après exercice il faut tenir les dépenses de fonctionnement pour conserver une CAF nette positive. Il faut absolument tenir les dépenses de fonctionnement. Cela permettra de continuer à investir. L'argent qui est investi, il n'est pas perdu, il est investi pour l'avenir. Les prévisions d'emprunt sont de 645 000 €.

M. Guigné : Mais avec quel taux ?

M. Lotterie : Ce sera sans doute maîtriser.

M. Rousseau : On est juste pas mal endetté !

M. Lotterie : Si on veut avancer, il faut gérer notre capacité à rembourser notre dette. On y est largement.

M. Guigné : Page 31 : on parle d'une vente foncière à 300 000 € ?

Mme Rouiller : C'est un prévisionnel par rapport aux ventes des logements prévus. C'est dans la délibération précédente. C'est un prévisionnel.

M. Guigné : C'est scabreux !

Mme Rouiller : Ce n'est pas encore arrêté.

M. Guigné : Le tout en 2023 ?

M. Rousseau : Ce sont des appartements qui vont être vendus ?

Mme Rouiller : Oui mais en accession à la propriété.

M. Lotterie : Les promoteurs achèteront les terrains.

M. Rousseau : Un particulier pourra acheter un appartement ?

Mme Rouiller : Dans un second temps oui, mais la commune va vendre à des promoteurs

M. Lotterie : Ou à l'office d'HLM.

Mme Duhard : Page 29 : le résultat est différent en 2021 ?

Mme Cabrol : Il faut comparer avec le compte administratif, pas avec le DOB.

Mme Duhard : On emprunte 645 000 € ? pourquoi page 33, marquer plus ?

Mme Rouiller : Il est noté que c'est l'emprunt de N-1.

Mme Duhard : Budget assainissement : page 35, et 36, pouvez-vous expliquer la différence ?

Mme Rouiller : C'est le résultat antérieur reporté qui est additionné en page 35.

M. Guigné : Page 38 : résultat de 186 565 € et si on enlève l'annuité de dette il manque pratiquement 100 000 €.

M. Lotterie : On ne peut pas non plus vous faire un cours, il faut un peu faire confiance au travail des techniciens.

M. Rousseau : Pour revenir à ce que disait M. Guigné, mettre en prévisionnel une vente on aurait pu faire au hasard.

Mme Rouiller : On a été accompagné d'un cabinet d'urbanistes qui a travaillé un prévisionnel d'opération. Il vaut mieux minorer pour percevoir des subventions dans l'attente des tarifs définitifs.

M. Lotterie : Un budget c'est arbitraire. Le but de l'ilot de l'Ormière c'est 80% de subvention. Il faut atteindre le maximum autorisé par la loi. Nous n'avons pas des certitudes.

Mme Rouiller : Le projet a été renforcé par le Fonds friches.

M. Lotterie : « Petite Ville de Demain » nous permet des financements privilégiés, l'opération est reconnue et intéresse beaucoup les pouvoirs publics.

Mme Duhard : Le vidéoprojecteur du cinéma est marqué ?

Mme Rouiller : Oui il est noté.

Le Conseil municipal après en avoir débattu, prend acte de la tenue du Débat d'Orientations Budgétaires pour l'année 2023 sur la base du rapport annexé à la présente délibération.

Mme Rouiller renouvelle tous ces remerciements à la responsable du service Finances pour le travail fourni.

• Questions écrites

Groupe d'opposition « Perspectives 20/26 »

1- Nous avons constaté que les rues de notre cité sont encore parées des guirlandes lumineuses... Madame le Maire, comptez-vous fêter Noël bientôt, ou une anticipation sur Noël prochain ?

Mme Rouiller : A titre personnel, oui j'aimerais bien mais cette réponse ne vous conviendrait pas. Personnellement j'avais demandé à ce que les décorations soient enlevées car inappropriées en mars. Mais il y a eu un problème de nacelle, prêtée par la CC IDL. Nous avons eu des contre-temps. On va réserver la nacelle pour janvier 2024.

2- (Question plus personnelle de T. Chazeau)

Le Week-end du 12 février, j'ai loué la salle municipale de Montignac pour un évènement familial. Cette salle est très pratique du fait qu'elle comporte une belle et grande cuisine bien équipée, et c'est un grand avantage pour notre commune ! Quelle n'a pas été notre surprise lors de l'état des lieux, de trouver une cuisine bien mal nettoyée ! Au fur et à mesure de notre installation, nous avons eu constaté un état de saleté plus qu'indécent ! J'ai dû demander à Monsieur Williams de venir constater, en sa qualité d'adjoint au maire, l'état plus que douteux des frigos, du four, des sols de la cuisine et de la grande salle !!

Pensez-vous prendre les dispositions qui s'imposent afin de durcir les contrôles lors de l'état des lieux de sortie ? Le personnel municipal dévolue à l'entretien des bâtiments ne peut pas se substituer aux engagements de la remise en état des personnes qui louent les locaux municipaux. Les associations qui occupent également cette salle de Montignac pourrait faire l'effort de passer le balai et la serpillère après leur passage ! Un service

d'hygiène pourrait obliger la municipalité à ne plus utiliser cette belle cuisine !
Pensez-vous faire passer une entreprise de nettoyage au moins une fois par an ?

M. Chazeau : Il y a 10 ans, on avait loué la même salle et l'état de la cuisine était bien mieux. Je me suis permis de faire intervenir M. Williams mais j'étais assez excédé et je voulais qu'il y ait un responsable. Dans l'état où nous avons trouvé cette salle, c'est une succession de négligences qui font que l'on trouve des frigos collants, un sol lamentable. Est-ce que vous pouvez durcir les contrôles de restitution des salles ? Effectivement, la grande salle est utilisée par le ping-pong, et ce n'est pas parce que on la prête qu'on ne peut pas passer un coup de balai. Les associations pourraient faire un petit effort. Pensez-vous redresser tout ça ?

Mme Rouiller : Il se trouve que l'agent qui fait l'état des lieux était en vacances sur la réception précédente. L'agent remplaçant était moins habitué et n'est pas forcément quelqu'un qui a dû oser s'imposer par rapport à un ménage non effectué. La hotte est nettoyée tous les ans par une entreprise. Au niveau du sol de la cuisine et de la salle, un nettoyage vapeur est fait jusqu'à 2 fois par an. Normalement, la restitution doit être faite sur des locaux propres, après c'est un nettoyage compliqué de l'inox (nécessaire dans ces cuisines à vocation collectives). La solution est de faire passer une société de nettoyage spécialisée une fois par an. On peut le chiffrer et voir ce que cela va entraîner pour les dépenses de fonctionnement.

M. Williams : L'inox est particulier et ça ne serait pas de trop d'avoir une entreprise pour nettoyer la cuisine au moins une fois par an.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h04.

La Secrétaire de séance,
Geneviève AUXERRE



La Maire,
Rozenn ROUILDER

